

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 MARS 1905.

Projet de loi approuvant la Convention internationale conclue à La Haye, le 21 décembre 1904, en vue d'exempter, en temps de guerre, les bâtiments hospitaliers des droits et taxes imposés aux navires dans les ports au profit de l'État ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

C'est à l'unanimité que les diverses sections et les membres présents de la Section centrale ont approuvé le projet de loi; il a pour objet d'exempter, en temps de guerre, les bâtiments hospitaliers des droits et taxes imposés aux navires dans les ports au profit de l'État.

La Convention internationale de Genève du 22 août 1864 consacrait déjà la neutralité des ambulances et des hôpitaux, ainsi que de leur personnel, assurant ainsi des conditions plus favorables de traitement et de soins aux militaires blessés dans les armées de terre.

La Convention internationale de la Haye, en date du 29 juillet 1899, approuvée par la loi du 6 août 1900, adapte ces principes à la guerre maritime en protégeant les bâtiments — hôpitaux militaires des belligérants ou des neutres, qu'ils soient équipés par les Etats, par des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnus.

C'est pour faciliter la mission de charité des hôpitaux flottants, définis dans les articles 1^{er}, 2 et 3 de la Convention du 29 juillet 1899, que fut conclue la Convention nouvelle soumise à notre approbation.

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 119.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. ASOU, DE WINTER, MAENHAUT, VAN CLEENPUTTE, DAVIGNON et TIBBAUT.

Elle comporte une décharge limitée de droits, la décharge des droits perçus au profit de l'État contractant.

L'Union des Femmes de France, dans son appel fait au Gouvernement de la République, demandait qu'une convention internationale exemptât les bâtiments hospitaliers de tous droits et taxes perçus dans les ports; et le Gouvernement français, lorsqu'il s'est mis en rapport avec le Gouvernement des Pays-Bas pour proposer une nouvelle conférence des Puissances signataires de la Convention de 1899, s'inspira de cette demande dans la rédaction du projet de Convention communiqué aux divers Gouvernements pour servir de base aux délibérations; il proposa un article unique, comportant notamment l'exemption « du prélèvement de tous droits et taxes, à l'exception de » ceux qui sont établis pour l'usage des différents services des ports, tels » que les droits de pilotage ».

La Conférence, dans sa séance du 14 décembre 1904, confia l'examen détaillé du projet de Convention à une Commission, dont le Ministre de Belgique, le baron Guillaume, fut nommé rapporteur.

La Commission substitua à l'article unique six articles. Le premier reprend le principe de l'exemption en le limitant aux droits et taxes perçus au profit de l'État, mais en l'étendant à tous ces droits et taxes, non exceptés les droits de pilotage. Le second sauvegarde l'application des lois fiscales et autres en vigueur dans les ports au point de vue des visites et autres formalités. Les quatre articles suivants reprennent la clause insérée dans des conventions internationales antérieures; ils limitent l'effet de la Convention aux Puissances contractantes auxquelles ne se joint pas de Puissance non contractante; et ils règlent la signature de la Convention par les contractants, l'adhésion ultérieure des Puissances non signataires et la dénonciation de la Convention.

Le projet de la Commission, justifié par un rapport clair et concluant qui fait honneur à son auteur, fut adopté par la Conférence.

Si des difficultés d'application immédiate, dérivant des conditions si diverses de l'organisation des ports, engagèrent la Commission et la Conférence à ne pas comprendre dans l'exemption les droits et taxes perçus, soit par des administrations municipales, soit par des compagnies privées, les délégués plénipotentiaires crurent devoir témoigner de leurs vives sympathies pour la généralisation de l'exemption en adoptant à l'unanimité le vœu suivant, proposé par M. de Martens :

« La Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers, »
« convoquée à La Haye en décembre 1904, après avoir voté à l'unanimité »
« l'affranchissement des bâtiments hospitaliers du paiement de tous les »
« droits et taxes imposés aux navires dans les ports des Puissances contrac- »
« tantes au profit de l'État, émet le vœu qu'en vue de la mission hautement »
« humanitaire de ces navires, les Gouvernements respectifs prennent les »
« mesures nécessaires afin d'affranchir dans un bref délai ces navires égale- »
« ment du paiement des droits et taxes, prélevés dans leurs ports au profit »
« d'autres que l'État, notamment de ceux qui sont prélevés au profit des »
« communes, des compagnies privées ou des particuliers. »

A travers les travaux de la Conférence, on voit fréquemment se manifester

les sentiments généreux qui animaient les Plénipotentiaires et qui les auraient amenés à étendre l'effet bienfaisant de ces assises, si l'objet n'en avait été limité par l'ordre du jour. Plusieurs points ont été indiqués comme pouvant faire l'objet de nouvelles conférences, et il est à espérer que l'œuvre s'achève dans une réunion prochaine.

La Chambre n'a pas à arrêter son attention sur les conséquences financières que la Convention soumise à son approbation peut entraîner pour la Belgique et qui, suivant l'Exposé des motifs, sont de minime importance.

Elle sera heureuse de pouvoir applaudir d'un sentiment unanime à un effort, modeste par ses résultats matériels, mais noble par son but humanitaire.

Si la suppression des guerres semble encore appartenir au domaine de l'idéal, il n'en est pas moins de notre devoir de nous en rapprocher dans la mesure du possible, soit en facilitant le règlement amiable des conflits, soit en atténuant les conséquences de ceux qu'on n'a pu prévenir ou apaiser. La conscience publique progresse toujours; les aspirations pacifiques s'affirment avec plus de force. Malheureusement, sur le terrain du droit international, les lois positives ne suivent que très lentement l'évolution des idées. Mais il y a progrès chaque fois que les délégués des Puissances se réunissent dans ces conférences où l'intérêt de la grande famille humaine se place au-dessus de l'intérêt national; il y a hommage rendu aux grandes idées de justice et d'humanité qui sont à la base de l'œuvre de La Haye.

Le Rapporteur,
EM. TIBBAUT.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 MAART 1905.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van het internationaal Verdrag, op 21 December 1904 te 's Gravenhage gesloten, ten einde in oorlogstijd de hospitaalschepen vrij te stellen van de rechten en taxes waarmee de schepen, in de havens, ten bate van den Staat worden belast ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet werd eenparig goedgekeurd door de verschillende afdelingen en door de aanwezige leden der Middenafdeeling; het strekt om in oorlogstijd hospitaalschepen te ontslaan van de rechten en lasten, in de havens ten voordeele van den Staat aan schepen opgelegd.

De internationale Overeenkomst van Geneve, den 22^{en} Augustus 1864 gesloten, huldigde reeds de onzijdigheid van de veldhospitalen en van de gasthuizen alsmede van hun personeel, aldus de soldaten die bij legers te velde worden gekwetst betere behandeling en verpleging verzekerd.

De internationale Overeenkomst van 's Gravenhage, in dato van den 29^{en} Juli 1899, goedgekeurd bij de wet van 6 Augustus 1900, past die beginselen toe op den oorlog ter zee, door het beschermen van de schepen — krijgshospitalen van oorlogvoerenden of onzijdigen, uitgerust door Staten, bijzondere personen of officieel erkende vereenigingen tot hulpbetoon.

De nieuwe aan onze goedkeuring onderworpen overeenkomst werd

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 119.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren ASOU, DE WINTER, MAENHAUT, VAN CLEEMPUTTE, DAVIGNON en TIBBAUT.

gesloten om de liefdadige taak der scheepshospitalen, omschreven in de artikelen 1, 2 en 3 der Overeenkomst van 29ⁿ Juli 1899, te vergemakkelijken.

Zij verleent beperkte ontheffing van rechten; ontheffing van de rechten geheven ten voordeele van den verdragsluitenden Staat.

In haren oproep tot de Regeering der Republiek, vroeg de *Union des Femmes de France* dat bij eene internationale overeenkomst de hospitaalschepen zouden worden ontslagen van ALLE rechten en lasten, geheven in de havens; en toen de Fransche Regeering zich in betrekking had gesteld met de Nederlandsche, om eene nieuwe conferentie voor te stellen van de Mogendheden die de Overeenkomst in 1899 hadden onderteeekend, ging zij uit van die vraag, bij het opstellen van het ontwerp tot Overeenkomst dat werd medegedeeld aan de verschillende Regeeringen, om te dienen als grondslag der beraadslagingen. Zij stelde een eenig artikel voor, houdende namelijk « ontheffing van alle rechten en lasten, uitgezonderd die voor het » gebruiken van de verschillende havendiensten, bijvoorbeeld de loods- » gelden ».

Ter vergadering van 14 December 1904, belastte de Conferentie eene Commissie, waarvan de Belgische Gezant, baron Guillaume, tot verslaggever werd benoemd, met het omstandig onderzoek van het ontwerp van Overeenkomst.

De Commissie verving het eenig artikel door zes artikelen. In het eerste artikel wordt het beginsel der vrijstelling opgenomen, doch beperkt tot de rechten en lasten geheven ten bate van den Staat, het evenwel uitbreidende tot al die rechten en lasten, loodsgelden inbegrepen. Het tweede artikel vrijwaart de toepassing van de fiskale en andere wetten, welke in de havens van kracht zijn, met het oog op onderzoek en andere formaliteiten. In de vier overige artikelen wordt overgenomen de bepaling die in de vroegere internationale overeenkomsten voorkomt; zij beperken de uitwerking der Overeenkomst tot de verdragsluitende Mogendheden, waaraan geene niet verdragsluitende Mogendheid zich toevoegt; en zij regelen de onderteekening der Overeenkomst door de verdragsluitenden, de latere toetreding der niet onderteekenende Mogendheden en de opzegging van de Overeenkomst.

Het ontwerp der Commissie, gestaafd met een duidelijk en afdoende verslag, dat zijnen schrijver tot eere strekt, werd door de Conferentie goedgekeurd.

Zoo de Commissie en de Conferentie, uit hoofde van moeilijke onmiddellijke toepassing, volgende uit de zoozeer verschillende inrichting der havens, er van afzagen, in de ontheffing van rechten en lasten te begrijpen diegene welke worden geheven door gemeentebesturen of door bijzondere maatschappijen, toch meenden de gevolmachtigde afgevaardigden zich hoogst ingenomen te moeten toonen met eene algemeene vrijstelling en zij vereenigden zich eenparig met den volgende wensch, voorgesteld door den heer de Martens :

« De Internationale Conferentie betreffende de hospitaalschepen, in Decem-
» ber 1904 te 's Gravenhage bijeengeroepen, na eenstemming te hebben
» aangenomen dat hospitaalschepen zijn ontheven van het betalen van alle
» rechten en lasten, in de havens der verdragsluitende Mogendheden opgelegd »

» ten voordeele van den Staat, drukt den wensch uit, dat, gezien de ver-
» heven menschlievende zending van die schepen, de Regeeringen de noo-
» dige maatregelen zouden nemen om eerlang die schepen insgelijks vrij
» te stellen van de rechten en lasten, in hare havens geheven ten bate van
» anderen dan den Staat, en wel diegene welke worden geheven ten bate
» van gemeenten, bijzondere maatschappijen of bijzondere personen. »

Uit de werkzaamheden der Conferentie blijkt herhaaldelijk welke edel-
aardige gevoelens de Gevolmachtigden bezielde, om de heilzame uit-
werking dezer vergadering nog verder uit te strekken, ware haar doel
niet beperkt geworden door de dagorde. Er werd gewezen op vele punten,
waarvoor nieuwe conferentiën zouden kunnen belegd worden, en 't is te
hopen dat het werk zal worden aangevuld in eene volgende vergadering.

De Kamer heeft zich niet in te laten met de geldelijke gevolgen welke de
aan hare goedkeuring onderworpen overeenkomst kan medebrengen voor
België en die, volgens de Memorie van toelichting, gering zijn.

Met genoegen zal zij eenstemmig haar zegel hechten aan een streven dat
wel is waar onbeduidend is wat de stoffelijke uitslagen betreft, doch ver-
heven door zijn menschlievend doel.

Zoo het afschaffen van oorlogen nog tot het gebied der droombeelden
schijnt te behooren, toch is het voor ons plicht dat ideaal zooveel mogelijk
nabij te komen, hetzij door minnelijke regeling der geschillen, hetzij
door verzachting van de gevolgen der geschillen die belet noch bijgelegd
konden worden. Het geweten der menschheid verheft zich gedurig; met
steeds grootere kracht geven vredelievende verlangens zich lucht. Doch
ongelukkig volgen in zake van internationaal recht stellige wetten slechts
zeer traag op de evolutie der gedachten. Evenwel is er vooruitgang waar
te nemen, telkenmale de afgevaardigden der Mogendheden vergaderen op
conferentiën waar het belang der groote menschelijke familie den voorrang
verwerft op het nationaal belang; er wordt hulde gebracht aan de grootsche
begrippen van rechtvaardigheid en menschlievendheid, waarop de Haagsche
instelling is gegrondvest.

De Verslaggever,
EM. TIBBAUT.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

